



1^{er} mai 2025

(25-3004)

Page: 1/2

Original: anglais

CHINE – MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

NOTIFICATION D'UN AUTRE APPEL PRÉSENTÉE PAR LA CHINE AU TITRE DE L'ARTICLE 25 DU MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LES RÈGLES ET PROCÉDURES RÉGISSANT LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ("MÉMORANDUM D'ACCORD"), DU PARAGRAPHE 5 DES PROCÉDURES CONVENUES POUR L'ARBITRAGE AU TITRE DE L'ARTICLE 25 DU MÉMORANDUM D'ACCORD ("PROCÉDURES CONVENUES") ET DE LA RÈGLE 23 DES PROCÉDURES DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN EN APPEL

La communication ci-après, datée du 28 avril 2025 et adressée par la délégation de la Chine, est distribuée aux Membres.

1. Conformément au paragraphe 5 des Procédures convenues¹ et à la règle 23 des Procédures de travail pour l'examen en appel, la Chine notifie à l'Organe de règlement des différends sa décision de déposer un autre appel concernant certaines questions de droit et d'interprétation du droit figurant dans le rapport du Groupe spécial *Chine – Moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle* (WT/DS611/FR) ("rapport du Groupe spécial").
2. Conformément au paragraphe 5 des Procédures convenues et aux règles 23 1) et 23 3) des Procédures de travail pour l'examen en appel, la Chine dépose simultanément la présente déclaration d'un autre appel et sa communication d'autre appelant auprès de l'Union européenne et des tierces parties à la procédure de groupe spécial correspondante ainsi qu'auprès du Secrétariat de l'OMC.
3. Pour les raisons exposées dans la communication d'autre appelant accompagnant la présente notification, la Chine fait appel des erreurs de droit et d'interprétation du droit suivantes figurant dans le rapport du Groupe spécial:
 - i) Le Groupe spécial a fait erreur dans son application du Mémoire d'accord, y compris des articles 3:3, 7:1 et 19:1, lorsqu'il a conclu que l'Union européenne avait prouvé l'existence et la teneur précise d'une "politique d'injonctions antipoursuites" non écrite alléguée en l'absence d'une constatation du Groupe spécial selon laquelle cette "politique" alléguée avait une teneur normative distincte de celle des lois et décisions judiciaires écrites chinoises que l'Union européenne contestait séparément et identifiait comme éléments de preuve de l'existence et de la teneur de la "politique".² En l'absence d'une constatation selon laquelle ce qu'on appelle la "politique d'IAP" a une teneur normative distincte, la "politique" ne peut pas constituer une "mesure" au sens du Mémoire d'accord. Le Groupe spécial a commis une erreur de droit en concluant que l'Union européenne avait prouvé l'existence et la teneur précise de la mesure alléguée appelée "politique d'IAP", en l'absence d'une telle constatation. Par conséquent, la Chine demande aux Arbitres d'infirmar la conclusion et les constatations connexes formulées par le Groupe

¹ WT/DS611/7 (7 juillet 2023).

² Rapport du Groupe spécial, paragraphes 8.1, 7.197, 7.205 et 7.206. Conformément à la règle 23 2) c) ii) C) des Procédures de travail pour l'examen en appel, la Chine fournit dans la présente déclaration d'un autre appel une liste indicative des paragraphes du rapport du Groupe spécial contenant les erreurs identifiées, sans préjudice de sa capacité de mentionner d'autres paragraphes du rapport du Groupe spécial au cours de la procédure d'arbitrage.

spécial aux paragraphes 7.197, 7.205, 7.206 et 8.1 selon lesquelles l'Union européenne avait établi l'existence et la teneur précise de la mesure alléguée appelée "politique d'IAP".

- ii) Le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'article 63:1 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ("Accord sur les ADPIC") tel qu'il se rapporte à ce qui constitue une "décision judiciaire finale ... d'application générale" au sens de cette disposition.³ Du fait des erreurs d'interprétation du droit commises par le Groupe spécial, celui-ci a conclu d'une manière erronée que la décision du Tribunal populaire intermédiaire de Wuhan dans l'affaire *Xiaomi c. InterDigital*, y compris sa décision concernant le réexamen, constituait une "décision judiciaire finale ... d'application générale" assujettie à l'obligation de publication ou de mise à la disposition du public prévue à l'article 63:1.⁴ Par conséquent, la Chine demande aux Arbitres d'infirmes les conclusions et les constatations connexes formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.383, 7.388 à 7.391, 7.394 b), 7.412 b) i) et 8.4 a) de son rapport.

4. Au cas où les Arbitres partageraient son avis selon lequel le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application du membre de phrase "décision judiciaire finale ... d'application générale", la Chine demande en outre que les Arbitres déclarent sans fondement et sans effet juridique les conclusions et les constatations connexes formulées par le Groupe spécial dans la partie 7.5.1.2.5 de son rapport, au paragraphe 7.412 b) ii) de son rapport et au paragraphe 8.4 a) de son rapport. Celles-ci concernent l'évaluation par le Groupe spécial du point de savoir si la Chine a mis la décision rendue dans l'affaire *Xiaomi c. InterDigital* à la disposition du public de façon à permettre aux gouvernements et aux détenteurs de droits d'en prendre connaissance, comme le prescrit l'article 63:1 de l'Accord sur les ADPIC. Puisque la décision judiciaire rendue dans l'affaire *Xiaomi c. InterDigital* n'est pas "d'application générale" compte tenu de ce qui est indiqué dans la présente demande et n'est donc pas assujettie à l'obligation de publication ou de mise à la disposition du public prévue à l'article 63:1, les Arbitres devraient déclarer ces constatations et conclusions sans fondement et sans effet juridique.

5. Conformément à la règle 23 2) c) des Procédures de travail pour l'examen en appel, l'adresse aux fins de signification et les numéros de téléphone et de télécopie de la Chine sont les suivants:

Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce
Route de Lausanne, 228
1292 Chambésy
Suisse
Numéro de téléphone: +41-022-9097615
Numéro de télécopie: +41-022-9097699

³ Rapport du Groupe spécial, paragraphe 7.383.

⁴ Rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.388 à 7.391, 7.394 b) et 8.4 a).